



Prenons le FN au sérieux. Sa dynamique de conquête et son travail programmatique sont réels. Photo P. Hughen/AFP

Le Front national ou la fusion de tous les extrêmes

Retour au contrôle des prix, sur-imposition des revenus du capital, taxes sur les produits importés, nationalisations : le programme économique du parti d'extrême droite n'a rien à envier à celui du Front de gauche.

LA CHRONIQUE d'Edouard Tétreau



Je crois à l'inégalité des races, oui, bien sûr, c'est évident. Toute l'histoire le démontre. Elles n'ont pas la même capacité ni le même niveau d'évolution historique... » Tandis que le monde entier rend un dernier hommage à Nelson Mandela, il n'est pas inutile d'exhumer ce credo de Jean-Marie Le Pen, récité en août 1996 lors de l'université d'été du Front national.

Au fur et à mesure des erreurs, lâchetés et promesses réformatrices non tenues des gouvernements successifs depuis plus de trente ans, le Front national est en train de s'imposer comme une alternative politique à prendre au sérieux. Sauf accident, il présentera aux prochaines élections de 2014 et 2017 les candidats les plus jeunes, affichant ainsi sa capacité à renouveler un discours, des visages, une offre politique. Le contraste est de plus en plus saisissant : côté Front national, la nouveauté, une dynamique de conquête et un travail programmatique réel. Ailleurs, le recyclage ad nauseam des éternels candidats, ficelles, promesses et programmes usés ; les dynamiques d'échec et une improvisation en toutes choses.

Prenons donc le Front national au sérieux. Que dit-il ? D'abord, qu'il n'est pas un parti d'extrême droite. Quid du « point de détail » des 6 millions de Juifs exterminés pendant la Seconde Guerre mondiale (1988) ? Feignons de croire que tout cela appartienne au passé. Imaginons que Marine Le Pen a développé pendant sa jeunesse, face à son père, une contre-culture humaniste, libérale et tolérante. Gageons que son parti n'ait plus rien à voir avec ceux qui l'ont créé il y a quarante ans, les anciens du GUD, de Génération Occident et de l'OAS, admirateurs de ceux qui, entre autres exploits, ont essayé d'assassiner le général de Gaulle, son épouse et leur gendre au fusil-mitrailleur en 1962 (attentat du Petit-Clamart).

Que dit ce parti renouvelé concernant les affaires économiques ? Les 106 pages du projet du Front national méritent d'être lues, <http://www.frontnational.com/pdf/programme.pdf>. Elles confirment, en effet, que son programme économique n'est pas d'extrême droite. On y trouve pêle-mêle le retour au contrôle des prix (de l'électricité, du gaz, du train entre autres choses) ; la taxation des entreprises qui délocalisent ; le relèvement de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 46 % ; le maintien de l'ISF ; la surtaxation des revenus du capital. La réindexation des salaires sur l'inflation ; la hausse du SMIC ; le relèvement des salaires et pensions dans la fonction publique. Près de 100 milliards d'euros de dépenses publiques nouvelles, financées par... 240 milliards d'euros de recettes fiscales nouvelles ! Cela représente 80 % de la collecte de la TVA, plus de trois fois la collecte de l'impôt sur le revenu.

Le FN suinte la haine des « riches », la méfiance envers tout ce qui ressemble à l'entreprise.

Il est pourtant en train de s'imposer comme une alternative politique à prendre au sérieux.

Le FN va-t-il privatiser des entreprises ou même des administrations pour faire rentrer ces centaines de milliards d'euros ? Surtout pas ! Au contraire, on nationalise à tous les étages. La politique agricole commune ? Nationalisée ! Les banques de dépôts ? Nationalisées. La dette publique ? Nationalisée – bagatelle : sur 2.000 milliards d'euros de notre dette publique, 1.400 sont détenus par l'étranger. Une paille.

D'ailleurs, d'euros, il ne sera plus question. Le retour au franc qui ne ment pas est programmé. Nos créanciers n'en voudraient pas pour se faire rembourser, exigeraient une prime de 40, 50, 100 % qui nous ferait faire faillite ? Tant pis pour eux : le Front national a tout prévu, grâce au retour des frontières. Les étrangers souscrivent à notre dette, financent notre Etat, achètent nos vins, avions,

champagnes, voitures, passent leurs vacances en France, y laissent en abondance leurs horribles dollars, yens, sterlings, euros ? Qu'ils passent leur chemin ! C'est le grand retour du protectionnisme. Bien à l'abri derrière nos frontières et miradors, nous allons pouvoir tirer à vue sur tout ce qui se présente. Une taxe de 3 % sur les produits importés du monde entier, joliment baptisée « contribution sociale aux importations ». Et, pour compléter le tableau, le retour au contrôle des capitaux et des changes.

Ce programme et cette phraséologie vous sont familiers ? A moi aussi. Vous les retrouverez dans le Programme commun de la gauche en 1981 ; le programme du Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon en mai 2012 ; l'œuvre économique du colonel Chavez, qui a réussi à mettre le riche Venezuela en banqueroute en quelques années ; les exploits de Kim Il-sung, Kim Jong-il et Kim Jong-un en Corée du Nord ; les ambitions de Fidel Castro pour Cuba ; celles de Lénine, Staline, Khrouchtchev et Brejnev pour l'URSS. Bas les masques. La boucle des extrêmes qui se rejoignent est bouclée : avec son programme économique, le Front national confirme qu'il n'est pas un parti d'extrême droite, mais un parti d'extrême gauche. Il suinte la haine des « riches » ; la méfiance envers tout ce qui ressemble à l'entreprise, surtout si elle est grande et prospère ; le dégoût de l'économie libre. Il transpire, par tous les pores de sa peau, pour reprendre l'expression de Jean-Marie Le Pen à propos des « sidaïques », l'amour du socialisme le plus national et le plus extrême ; l'esprit de fermeté ; la haine de la liberté.

Instruit d'une expérience récente d'échec électoral et politique – celui de Nicolas Sarkozy en 2012 –, je ferai cette semaine une seule proposition à François Hollande : en matière économique et sociale, qu'il cesse de faire du Le Pen light. Qu'il retrouve, vite, les voies de la social-démocratie, de l'économie sociale de marché. Sinon, les électeurs préféreront toujours l'original à la copie. Le Front national de gauche plutôt que le Parti socialiste.

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin. www.etatsuniseurope.com